

RAPPORT D'ACTIVITES

Année 2002

Document adopté par l'AG
Du 28 février 2003

REN-LAC

Sommaire

Introduction	3
Les activités réalisées	
• 1. Campagne de sensibilisation	4
• 2. Théâtre forum en provinces	9
• 3. Etudes	13
• 4. Site Internet	14
• 5. Fonds documentaire	14
• 6. Séminaire avec les administrations	15
• 7. Rapport sur l'Etat de la corruption	17
• 8. PLAC	20
• 9. Formation des membres	20
• 10. Rencontres internationales	22
• 11. Réunion des instances	
• 12. Elaboration du Plan stratégique 2003-2007	23
• 13. partenaires nationaux	24
• 14. Partenaires d'appui	25
• 15. Fonctionnement de la coordination	25

Introduction

Le programme 2002 du REN-LAC a porté sur 15 projets. Sur l'ensemble de ces projets seulement deux projets n'ont pas été exécutés : la journée du refus de la corruption (projet 10) et l'installation des antennes régionales (projet 11). L'année 2002 a été une année charnière pour le REN-LAC du fait d'une part de la fin de son programme triennal (2000-2002) et d'autre part de l'élaboration d'un plan stratégique 2003-2007. L'essentiel des activités étant réalisées, le REN-LAC a, sans doute, accompli en grande partie le programme qu'il s'est assigné.

1. Campagne de sensibilisation

1.1 Emissions radiophoniques

Un seul magazine radiophonique a été réalisé et diffusé en mooré sur radio Savane FM à Ouagadougou.

Faute de financement, les émissions sur Pulsar FM en français, et celles qui devraient commencer sur la Radio Nationale du Burkina n'ont pas eu lieu. Les rediffusions des émissions sur les ondes des radios FM en provinces n'ont pas connu un début d'exécution.

Sur Savane FM, 36 émissions au total ont été réalisées en 2002, la liste des émissions est la suivante :

Date de l'émission	Invités	Thèmes traités
05/01/2002	-Paul Yougbaré -Moyenga François -Ouédraogo Ousséni	Corruption et impôts
19/01/2002	Paul Yougbaré	Les médicaments prohibés et drogues
26/01/2002	-Paul Yougbaré -Bamogo Idrissa	Les médicaments prohibés et drogues
02/02/2002	-Paul Yougbaré -Michel Siniaré(GERDDES) -Sawadogo Albert (CREDDA)	La corruption électorale
09/02/2002	-Paul Yougbaré -Poko Phillippe Ouédraogo(ADF) -Ambroise Tapsoba (CDP) -Salif Tapsoba(PDP/PS)	La corruption électorale
16/02/2002	-Kuiliga Nikiéma (CENI) -Paul Yougbaré	La corruption électorale
02/03/2002	-Paul Yougbaré	« Les huissiers de justice »
23/03/2002	-Paul Yougbaré -Dieudonné Marie Compaoré	« La fraude »
13/04/2002	-Paul Yougbaré -Ouédraogo J. Marie -Kindo Amadé	La police municipale et la corruption
20/04/2002	-Paul Yougbaré -Représentants de CENI, OIE, PDP/PS ADF/RDA, RDP, UNIR/MS	La corruption électorale
27/04/2002	-Paul Yougbaré -Ouangrawa Lassané -Mahamadi Ouédraogo -Mahamadi Kaboré	La corruption au sein de la police nationale et sécurité routière
04/05/2002	-Paul Yougbaré -Dieudonné Yaméogo	Rapport 2001 sur l'état de la corruption au

		Burkina Faso
12/05/2002	-Paul Yougbaré -François Moyenga	Corruption et impôts
18/05/2002	-Paul Yougbaré -Hamidou Ouédraogo (CCVA)	Sécurité routière et le rôle du CCVA
01/06/2002	-Désiré Ambroise Kafando (commissaire aéroport)	Affaire visa et passeport
25/06/2002	-Paul Gasbeogo (RNB)	Corruption et journalisme
29/06/2002	-Paul Yougbaré	Marchés publics et réglementations
06/07/2002	-Paul Yougbaré	La corruption dans les services hospitaliers
16/07/2002	-Paul Yougbaré -Robert Soudre	La corruption en milieu hospitalier
20/07/2002	-Paul Ouédraogo -Paul Yougbaré	Corruption dans le milieu de l'enseignement
27/07/2002	-Paul Yougbaré	La corruption au sein des mairies (1)
03/08/2002	-Paul Yougbaré (micro-trottoir)	Affaires parcelles ou lotissement
10/08/2002	-Séraphine Ouédraogo (maire de Boulmiougou) -Zenabou Ouédraogo (maire de Bogodogo)	Corruption au sein des mairies(2)
17/08/2002	-Paul Yougbaré	Corruption et administration publique
24/08/2002	-Edmond Zoungrana -Ansébane	Témoignage sur les parcelles et corruption au travail
31/08/2002	-Paul Yougbaré	Corruption & impôts(1)
01/09/2002	-Paul Yougbaré	Corruption & justice
14/09/2002	-Paul Yougbaré -Alfred Kaboré (député)	Rôle du député dans la lutte contre la corruption
21/09/2002	-Paul Yougbaré -Nianda Edmond -Yerbanga Maurice	La corruption dans l'administration publique (1)
28/09/2002	-Edmond Nianda -Maurice Yerbanga	Administration publique recrutement (2)
05/10/2002	-Edmond Zoungrana -Ansebane	Corruption dans l'administration : le service de la solde (3)
12/10/2002	-Doussa Oumar	Rapport 2001 : marchés publics
19/10/2002	-Me Abdoul O. Ouédraogo -Désiré Sawadogo	Justice et la corruption(1)

Date de l'émission	Invités	Thèmes traités
25/10/2002	-Me Naby B. Victor	Les huissiers de justice et la corruption(2)
02/11/2002	-Mahamoudou Compaoré	Corruption dans les milieux des impôts(2)
09/11/2002	Mr Adama Sawadogo	Marché publics et infrastructure
16/11/2002	Paul Yougbaré	
23/11/2002	Sawadogo Adama de la V division	La corruption au sein de la douane
30/11/2002	Paul Yougbaré	
07/12/2002	Me Abdoul Ouédraogo Paul Yougbaré	L'avocat et la corruption
17/12/2002	Paul Yougbaré	Blanchiment d'argent sale
21/12/2002	Paul Youbaré	
28/12/2002	Paul Yougbaré	

1.2 « corruption dans la cité »¹

La rubrique « corruption dans la cité » publiée tous les mercredis dans l'Observateur Paalga a démarré tardivement en 2002 après la suspension opérée en novembre 2001 pour recentrage des articles. C'est au mois de juillet que la parution des articles a repris.

Au total 14 articles ont été publiés en 2002. Voici la liste des articles publiés :

N°	Thèmes
1	Revoilà corruption dans la cité
2	Pratiques vénales en justice : autopsie des systèmes judiciaires en Afrique de l'Ouest
3	En attendant la haute autorité de coordination de lutte anti-corruption
4	Rapport TI. Sous développés, pauvres les africains en quête d'intégrité
5	Les comptables publics ont trop de responsabilité
6	Villes propres villes corrompues
7	La société civile congolaise se mobilise
8	La convention africaine de lutte contre la corruption
9	Prévenir la corruption dans les villes : exemple de Hong-Kong;

¹Revue de presse des articles de corruption dans la cité

10	Blanchiment d'argent sale la directive de l'UEMOA
11	Blanchiment d'argent sale la directive de l'UEMOA (suite)
12	Pour que le combat ait lieu il faut des combattants
13	II ^{ème} conférence Europe-Afrique Plus de 80 milliards de dollars à rapatrier
14	Le REN-LAC peut faire mieux

1.3 Conception et diffusion d'information à travers des supports de sensibilisation

a) Des calendriers 2003

Un total de 1350 calendriers 2003 ont été édités et diffusés auprès des partenaires, des membres, des pouvoirs publics (ministres, directeurs centraux ; hauts-commissaires) des autorités locales (maires) des juges, des policiers, des avocats, des médecins et infirmiers, des députés et des personnes ressources. Les thèmes abordés cette année 2003 sont : la santé, la police, la presse, les lotissements, les impôts et la transparence gouvernementale.

b) Les dépliants REN-LAC

Environ 6000 dépliants ont été tirés et diffusés en provinces et à Ouagadougou lors des conférences, des forums et de la Foire Internationale du livre de Ouagadougou.

1.4 Les conférences publiques

Cette année, le REN-LAC a été beaucoup sollicité pour animer des conférences publiques. Nous présentons ici la liste exhaustive des conférences données par le REN-LAC au cours de 2002.

Thème	Conférenciers	Bénéficiaires	Dates
Etat de la corruption au Burkina Faso : quels moyens de lutte ?	Dieudonné Yaméogo	ANEB-Bobo (lieu : code à Bobo)	19/05/02
Etat de la corruption au Burkina Faso : quels moyens de lutte ?	Dieudonné Yaméogo	CCIA- Bobo	19/05/02
La corruption dans le système éducatif burkinabé : quelles solutions	-Dipama Bila (MERRS) -Barro (Synter) -Zonou Moctar (RENLAC)	Les acteurs de l'éducation Centre culturel Américain	26 septembre 2002
Ethique et corruption	Dieudonné Yaméogo	Comité national d'éthique Lieu : Salle de	19/11/2002

		l'UEMOA	
La corruption dans l'éducation	Sanou Rigobert Luc Damiba	Ambassadeurs pour christ (lieu : ATB)	16/08/2002
Le REN-LAC : mission, objectifs, publication, membres activités	Dieudonné Yaméogo	Haute autorité de coordination de lutte anti-corruption Lieu : Sallemédiateur	09/12/2002
La petite corruption en Afrique de l'ouest (Bénin, Niger, Sénégal)	-Mahama -Jean Olivier de Sardan	Grand public CNPN-Z	27 juin
Etat de la corruption rapport 2001	-Luc Damiba -Paul Yougbaré	Grand public Foyer de Koupèla	09 novembre
Etat de la corruption rapport 2001	-Luc Damiba -Paul Yougbaré	Grand public Lycée provinciale de Kaya	14 novembre
Etat de la corruption rapport 2001	-Luc Damiba -Paul Yougbaré	Grand public Salle du H-C Tenkodogo	16 novembre
Etat de la corruption rapport 2001	-Luc Damiba -Paul Yougbaré	Grand public Ciné le paysan N. Banfora	11 juin
Présentation du REN-LAC ses publications, ses activités	Dieudonné Yameogo	Elèves-ENAM	Juillet
Corruption dans la presse	Pierre Dabiré Rigobert Sanon	Art et communication Université de Ouaga Université de Ouaga	Mars
Justice et corruption au Burkina Faso	Kassoum Kambou	Barreau du Burkina	Mai 2002

1.5 Participation à la foire internationale du livre de Ouagadougou (FILO)

Cette année 2002, le REN-LAC a occupé un stand lors du FILO qui s'est déroulé au mois de novembre à Ouagadougou. Au cours du FILO il a vendu quatre cent (400) livres surtout des Bandes dessinées « Kouka », reçu plus de mille (1000) visiteurs et distribué, 300 dépliant.

2. Campagne anti-corruption par le théâtre forum en provinces².

Le théâtre a été utilisé au cours de l'année 2002 par le REN-LAC comme outil de sensibilisation à l'endroit des populations de 10 villes du Burkina. Avec l'appui de la Coopération Suisse, le REN-LAC a sollicité la troupe de l'Atelier théâtre burkinabé(ATB) pour les représentations. La création de la pièce intitulée la « rançon de la corruption » a été initialement soutenue par l'ambassade du Canada durant le programme 2001. La pièce est subdivisée en trois tableaux équivalents à trois thèmes qui sont :

- ☞ Les trafics d'influence dans les opérations de lotissements;
- ☞ la corruption dans la santé;
- ☞ La corruption dans les passations des marchés publics

Afin de réussir ces spectacles, des sorties de préparations ont été effectuées par une équipe du REN-LAC avec comme mission principale d'identifier les lieux, et de prendre contact avec les représentants des organisations membres du REN-LAC pour qu'ils s'impliquent dans la réalisation desdites activités.

Au total 10 spectacles ont été donnés dans les villes suivantes : Banfora, Gaoua, Bobo, Ouahigouya, Dori, Pouytenga, Koupèla, Kaya Tenkodogo et Ouagadougou. La ville de Fada initialement retenue a été remplacée par Pouytenga pour des raisons majeures (coïncidence de programme entre le REN-LAC et le Tour du Faso 2002). Nous avons pu toucher près de six mille (6000) spectateurs avec le théâtre et les conférences publiques. Le thème central des conférences a été : « état de la corruption au Burkina Faso, rapport 2001 ».

☞ Ville-1 : Banfora

Lieu du spectacle: Salle de ciné le paysan noir

Date : mardi 11 juin 2002 de 20heures à 23heures

Nombre de spectateurs : 600 personnes

Divers : Conférence publique

Partenaires locaux : Sections MBDHP, CGTB.

A cette étape de Banfora le RENLAC a réussi à animer une émission radiophonique (français, mooré) . Auparavant une large publicité a été organisée sur les deux radios FM de Banfora (radio Munyu, radio FM les cascades...), et des annonces publiques à l'aide d'un mégaphone à travers la ville. Le REN-LAC a animé une conférence publique à l'endroit des fonctionnaires et élèves de la ville. Cette conférence a connu une participation d'une centaine de personnes. Le spectacle de théâtre a débuté à 20 heures en langue Jula. Il y a eu deux forums. Au cours de ces forums le public a révélé des pratiques de corruption lors des élections législatives de mai 2002 dans la ville

² Rapport , Campagne de théâtre
e 2002 du REN-LAC

de Banfora, les cas de détention arbitraires de votants potentiels (des opposants), des conflits éleveurs agriculteurs. Le public intéressé a échangé avec le REN-LAC sur ses activités, comment le saisir avec des dossiers de corruption ? sur la composition du réseau.

Notons qu'à cette étape les organisations comme la section MBDHP et la CGTB (SYNTER) ont activement pris part à l'organisation et à la réalisation de ces deux activités.

⇨ Ville-2 : Gaoua

Lieu du spectacle: Salle de ciné Poni

Date : Mercredi 12 juin 2002 de 20 heures à 22 heures 30mn

Nombre de spectateurs : 900 personnes

Partenaires locaux : Section MBDHP.

L'étape de Gaoua n'a pas connu de conférence. Le spectacle de théâtre a mobilisé beaucoup plus de monde. La pièce a été jouée en Jula. A cette étape il n'y a pas eu de forum. Mais seulement des questions réponses sur le REN-LAC.

Nous avons par ailleurs pu obtenir une interview avec la radio nationale du Burkina pour la rubrique Burkina actualités.

⇨ Ville-3 : Bobo Dioulasso

Lieu du spectacle: Ciné Sanyon

Date : Jeudi 13 juin 2002 de 20 heures à 22 heures

Nombre de spectateurs : 100 personnes

Partenaires locaux : section MBDHP, CGTB.

L'étape de Bobo n'a pas mobilisé assez de spectateurs comme les 2 villes précédentes. L'explication possible qu'on peut donner à cela serait que, entre autres la même pièce avait déjà été jouée à Bobo en début 2002, au même lieu.

⇨ Ville -4 : Ouahigouya

Lieu du spectacle : Plein air(en face du MBDHP)au secteur 2

Date : 15 juin 2002

Nombre de spectateurs : 800 personnes

Partenaires locaux : section MBDHP,.

La représentation théâtrale à Ouahigouya a été pratiquement préparée en liaison avec la section du Yatenga du Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP). Cette structure a tout mis en œuvre afin que l'événement connaisse le succès espéré. Tous les chefs de services de la ville de Ouahigouya ont été invités. De même que les responsables de partis politiques. La population a été conviée au spectacle par la voix des ondes et aussi à travers la publicité ambulante à l'aide d'un mégaphone.

Trois heures avant le spectacle, la mission a été reçue par le Secrétaire Général de la province du Yatenga qui l'a encouragée dans la lutte anti-corrruption.

Débuté à 20h 30 le spectacle s'est achevé aux environs de 01 heures du matin.

Le public composé d'adultes en grande majorité, est resté jusqu'à la fin de la représentation théâtrale, et s'est retiré immédiatement après le théâtre de sorte que la partie forum du spectacle n'a pu avoir lieu.

☞ Ville- 5 : Dori

Lieu du spectacle : Salle de cinéma de Dori

Date : 16 juin 2002

Nombre de spectateurs : 500 personnes

Partenaire locaux : section MBDHP.

L'étape de Dori avait au programme une conférence débat sur l'état de la corruption et une représentation de théâtre forum par la même troupe de l'ATB. L'organisation pratique de ces deux événements a été confiée à la section MBDHP de Dori.

Malheureusement le rendez-vous pris avec les populations de Dori pour la conférence n'a pu être respecté, à cause d'un retard des transporteurs la population et les invités s'étaient démobilisés pour la conférence. Ce qui explique aussi que la représentation théâtrale a débuté à 21h 30. Un public estimé à 500 personnes constitué à près de 65% d'écoliers a répondu à l'appel du REN-LAC.

Instruit de l'expérience de Ouahigouya sur la partie forum du spectacle et compte tenu du rendez-vous manqué pour la conférence, la mission a décidé de se prêter aux questions du public après le théâtre. Ce fut une bonne initiative et elle a répondu à de nombreuses questions entre autres : la nature du REN-LAC et ses activités, ses activités à Dori, l'état de la corruption au Burkina la compréhension que le REN-LAC se fait de la corruption etc. cette partie a duré une heure si bien que le rendez-vous avec les populations de Dori a pris fin aux environs de 2 heures du matin.

☞ Ville- 6 : Pouytenga

Lieu du spectacle: Salle de ciné de pouytenga

Date : 08 novembre de 20 heures à 23 heures

Nombre de spectateurs : 1000 personnes

Partenaires locaux: sections MBDHP, GERDDES, CGTB

L'étape de pouytenga a été rendue possible grâce à l'annulation de l'étape de Fada initialement prévue à la même date. Là on a noté l'implication des représentations de 3 organisations membres du REN-LAC dans la province. C'est ainsi que le MBDHP, le GERDDES et la CGTB ont pris part activement à la mise en œuvre des différentes activités prévues lors de cette campagne

de sensibilisation. Ainsi la forte mobilisation de la population est consécutive au dynamisme de ces organisations membres. Le forum a tenu toutes ses promesses car après chaque thème on a passé à la phase du forum principalement sur les lotissements. Sur ce thème particulier, les citoyens de Pouytenga ont soulevé des questions locales liées aux problèmes d'attribution des parcelles. L'autre forum qui a le plus retenu l'attention des spectateurs c'est le tableau sur la santé.

⇨ Ville-7 : Koupèla

Lieu du spectacle : Salle de ciné

Date : 09 novembre 2002 de 20 heures à 22 heures

Nombre de spectacle : 200 personnes

Divers : Conférences publiques

Partenaires locaux : sections MBDHP, GERDDES, CGTB

Koupèla a été une étape mitigée. En plus du spectacle, nous avons tenu : tour à tour à animer une conférence publique avec des élèves et quelques fonctionnaires (60 personnes) et une émission radiophonique en français et mooré sur radio Maria de Koupèla. La représentation théâtrale a mobilisé près de deux cent (200) personnes. Malheureusement le cadre scénique ne se prêtait pas pour la tenue d'un forum. On est passé directement aux questions réponses sur le REN-LAC et à certaines questions soulevées au cours du spectacle.

⇨ Ville-8 : Kaya

Lieu de spectacle : Direction provinciale de l'action sociale

Date : Jeudi 14 novembre 2002 de 20 heures à 23 heures

Nombre de spectateurs : 800

Divers : Conférences publiques

Partenaires locaux : sections GERDDES, MBDHP, CGTB

Kaya a été également une étape réussie. A commencer par la conférence publique animée l'après midi au lycée municipal de Kaya et qui a intéressé les élèves et les enseignants estimés à 200 personnes. Auparavant, la délégation du REN-LAC a animé une émission radio à la radio Manegda de Kaya.

Le spectacle a tenu également ses promesses ; côté public, on estime la mobilisation de près de 800 personnes. A cette étape la présence des autorités communales (le maire) et provinciales (les représentants du haut commissaire) et des directeurs et chef de service administratifs a été remarquée.

Le forum a abordé les questions liées à la gestion des parcelles dans la ville de Kaya, et le racket à l'hôpital.

⇨ Ville-9 : Tenkodogo

Date : Samedi 16 novembre 2002 de 20 heures à 23 heures 30mn

Lieu du spectacle: Maison des jeunes

Nombre de spectateurs : 1000 personnes

Divers : Conférence publique

Partenaires locaux : Sections MBDHP, GERDDES, CGTB

L'étape de Tenkodogo a été marquée par trois principales activités: une conférence publique tenue le matin dans la salle du haut commissariat ; une émission radiophonique à la radio locale ; et enfin la représentation théâtrale le soir à la Maison des jeunes.

Il est à noter que les autorités provinciales se sont exceptionnellement mobilisés à Tenkodogo pour la réussite de la campagne de sensibilisation en assistant à la conférence et au spectacle de théâtre.

Le forum qui a suivi a été si bien animé que vu la pertinence des questions que les spectateurs posaient, certains responsables qui se sentaient interpellés se sont éclipsés.

Ce spectacle a enregistré un nombre de spectateurs estimés à 1000 personnes.

⇨ Ville n° 10 : Ouagadougou

Lieu du spectacle : CENASA

Date : Samedi 07 décembre 2002 de 20 heures à 22 heures

Nombre de spectateur : 70 personnes

Le spectacle de Ouagadougou a intéressé un public spécialisé notamment les membres du REN-LAC, les partenaires et la presse. La manifestation n'a pas mobilisé de monde à la hauteur de nos attentes. Toutefois il est à noter que cette étape a permis de montrer la pièce pour la première fois à Ouagadougou. Seule une séance de forum a été réalisée.

3. Etudes

3.1 « Lois-contre corruption »³ (inventaire des textes législatifs et réglementaires sur la corruption au Burkina Faso).

Cette activité qui consiste à publier un recueil était prévue depuis 2000 a finalement connu une concrétisation avec la publication en 1000 exemplaires de ce livre de près de 100 pages. Les grands thèmes abordés dans ces documents sont :

- L'état actuel du droit positif
- Des cas de vide juridique (accès aux documents administratifs,

³ Publication REN-LAC, **Lois contre corruption**, inventaire des textes législatifs et réglementaires sur la corruption au Burkina Faso, 2002

l'urbanisme commercial)

-Le dispositif institutionnel de lutte contre la corruption

L'étude a été conduite par Monsieur Ki Zakaël, enseignant en droit public à l'ENAM.

L'étude fut lancée le 14 mai 2002 à l'ABMAQ en présence des membres du REN-LAC, des partenaires et de la presse. Un point de vue critique a été présenté par un professeur de droit : M. Salif Yonaba.

3.2 Guide de l'enquêteur⁴⁵

La version corrigée de cette étude a été finalisée en décembre 2002. Il reste les travaux d'édition qui devraient se faire au mois de janvier 2003.

3.3 La bande dessinée « Kouka⁶ ».

Depuis 2001, le REN-LAC a lancé une bande dessinée intitulée « kouka » et destinée exclusivement aux enfants.

Après le succès de Kouka n°1, Kouka n°2 a été édité et est en voie de distribution. Kouka n°3 est déjà conçu et il ne reste plus que des travaux d'édition.

3.4 Les autres études telle que: « religions et corruption au Burkina », « le recueil des articles » n'ont pas pu être effectives d'une part faute de financement pour la première étude, et d'autre part pour insuffisance d'articles pour la 2^{ème}.

4. Site Internet

Au cours de 2002 le site Internet a été complètement rénové (en graphisme et en contenu). L'hébergement est assuré par ZCP et le webmaster procède à une mise à jour tous les jeudis (quand il y a des articles).

Il n'y a pas eu de nouvelle formation cette année comme prévue, en nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

5.Fonds documentaires

5.1 La fréquentation de la bibliothèque du REN-LAC

La bibliothèque qui est constituée d'un fonds d'environ 26 livres spécialisés est consultée par des élèves, étudiants, des chercheurs et des consultants. Environ une quarantaine de consultations a été enregistrée au cours de l'année 2002.

4

4 Rapport, Guide de l'enquêteur du REN-LAC publié effectivement en 2003

5 Kouka n°2, n°1.

5.2 Les journaux

Le REN-LAC est abonné à neuf (9) journaux.

Ce sont :

- Les hebdomadaires : l'Indépendant, JJ, Jeune Afrique l'intelligent, le journal officiel,
- les quotidiens : le Pays, l'Observateur paalga, le Sidwaya
- les périodiques : la revue des marchés publics
- les mensuels : le Monde diplomatique.

Aucun livre sur la corruption n'a pu être acheté cette année 2002

6.Séminaire avec des administrations publiques

6.1 Séminaires-ateliers avec la police

a)Séminaire-atelier du Comité Régional (CR) - Comité Anti-Corruption (CAC)-Bobo⁷

Du 14 au 16 octobre 2002 le Réseau National de Lutte Anti-Corruption (REN-LAC) en partenariat avec la Direction Générale de la Police Nationale a organisé à Bobo Dioulasso un atelier d'initiation aux outils et techniques de diagnostic et de résolution des problèmes de corruption au sein de la police, à l'intention de la coordination régionale des comités anti-corruption (CAC) de la police des Hauts-Bassins. Ledit atelier s'est déroulée au CESAO. Il a regroupé au total dix policiers et a été animée par deux facilitateurs à savoir M. Justin Bayili formateur de l'ABMAQ (Association Burkinabè de Magement de Qualité) et M. Kalefa Rigobert Sanon représentant le RENLAC.

L'ouverture des travaux a été présidé par le Directeur général de la police des Hauts bassins entouré de ses proches collaborateurs.

L'occasion a été belle pour lui et la direction Générale de la police à travers les CAC, de reformuler son adhésion à l'initiative du RENLAC à lutter contre la corruption, dont l'ampleur n'épargne aucun secteur de la vie socio-économique du Burkina. Il a ensuite adressé des encouragements à l'équipe de la coordination du CAC des Haut-Bassins, les invitant ainsi à considérer le RENLAC comme un partenaire à même d'aider la police au respect de l'éthique et de la déontologie professionnelle.

L'atelier était articulé autour de deux grandes parties. La première était destinée à une meilleure connaissance du RENLAC : sa mission, son organisation, ses activités et dans ce sens, le rôle et la place des CAC au sein de la police nationale. Cette partie du programme a permis des échanges

⁷ Rapport Police/REN-LAC , d'initiation aux outils et techniques de diagnostic et de résolution des problèmes de corruption au sein de la police, octobre2002

sur bien d'aspects de la vie du Réseau. Particulièrement l'atelier a procédé à une relecture de l'organigramme type des CAC proposé par le RENLAC pour ainsi l'adapter aux spécificités de la région de police des Hauts-Bassins.

La deuxième partie du programme a concerné les outils de diagnostic des problèmes et de formulation de solutions à travers le cycle PDCA(*Plan Do, Check, Act*) . Ce qui a permis d'aborder successivement le Brainstorming, le diagramme causes - effet des causes et des solutions, le vote pondéré, la matrice de décision, le QQOQCP, la table de mérites et de démérites.

Les policiers se sont familiarisés à ces différents outils à travers des exercices en atelier et en séance plénière.

A la fin des travaux, les participants qui avaient fait une ébauche d'un programme d'activité se sont engagés à le parfaire et le transmettre au RENLAC en attendant une prochaine rencontre destinée à préciser la faisabilité.

b) Séminaire-atelier du CR-CAC CENTRE ⁸

Du 25 au 27 novembre 2002 le Réseau National de Lutte Anti-corruption en partenariat avec la direction Générale Nationale a organisé à l'intention de la coordination régionale des Comités Anti-Corruption (CAC) de la police du centre un atelier d'initiation aux outils et techniques de diagnostic et de résolution des problèmes de corruption au sein de la police. Dix policiers ont bénéficié de cette formation qui était animée par trois facilitateurs à savoir M. Justin Bayili de l'ABMAQ (*Association Burkinabè de Magement de Qualité*), M. Kalefa Rigobert Sanon et Luc Damiba du RENLAC.

L'atelier a comporté les mêmes deux grandes parties qu'à Bobo-Dioulasso.

L'atelier de Ouagadougou s'est achevé sur une note de satisfaction générale. Les participants ont souhaité se voir accompagner par le RENLAC pour un bon fonctionnement et un succès des CAC au sein de la police nationale. Pour ce faire, ils ont souhaité bénéficier d'un atelier de recyclage au profit de l'ensemble des policiers de la région du centre.

c) Atelier de programmation des activités 2003 des CR-CAC du centre et hauts bassins.⁹

Du 12 au 13 décembre 2002 le Réseau National de Lutte Anti-corruption (REN-LAC) en partenariat avec la Direction Générale de la Police Nationale a organisé à l'intention des

⁸ Rapport Police/REN-LAC, **atelier d'initiation aux outils et techniques de diagnostic et de résolution des problèmes de corruption au sein de la police, novembre 2002**

⁹ Rapport Police/REN-LAC, **Atelier de programmation des activités 2003 des CR-CAC du centre et hauts bassins, décembre 2002**

coordinations régionales des comités anti-corruption (CR-CAC) de la police du Centre et des Hauts-Bassins un atelier de programmation des activités de deux coordinations . Dix huit policiers ont participé à cet atelier qui était animée par deux facilitateurs à savoir M. M. Kalefa Rigobert Sanon et Luc Damiba du RENLAC.

L'atelier s'est déroulé en deux phases. La première a porté sur la présentation du cadre logique d'intervention suivi de travaux pratiques en trois groupes autour des composantes suivantes:

- *Composante-1 : Les commissariats centraux de police (CCP)*
- *Composante-2 : Les commissariats de police d'arrondissement (CPA)*
- *Composante-3 Les commissariats de police de district (CPD)*

La deuxième partie a consisté en un rappel sur un outil de programmation opérationnelle , le QQQQCP.

L'application de cet outil a permis aux participants de formuler les programmes d'activités pour 2003. Pour ce faire les policiers se sont repartis en deux groupes : le groupe la région du Centre et celui des Hauts Bassins. Sur la base d'un programme ébauché lors des précédents ateliers à Bobo et Ouagadougou, les différents groupes ont chacun en ce qui le concerne approfondi le programme des activités possibles en 2003.

Avant de clore les travaux les participants ont formulé des recommandations suivantes :

- une amélioration au niveau de la prise en charge des participants
- une documentation suffisante des membres de coordination CAC en vue des formations futures
- un appui des supérieurs hiérarchiques de même que du REN-LAC dans l'accomplissement de leurs tâches.

7.Rapport sur l'état de la corruption au Burkina Faso¹⁰

7.1 Production et diffusion du rapport 2001

a) Conférence de presse de lancement du rapport 2001¹¹

Une conférence de presse de lancement du rapport 2001 s'est tenue le 20 mars 2002 au siège du REN-LAC. Vingt deux (22) journalistes de la presse nationale ont pris part à cette conférence.

b)Diffusion du rapport 2001 sur l'état de la corruption. Le rapport 2001 a été édité en 2000 exemplaires. De nombreux acteurs ont été destinataires de ces rapports. Ce sont :

- les membres du REN-LAC
- les ministres
- les députés
- les directeurs centraux

¹⁰ Rapport 2001, état de la corruption au Burkina Faso, REN-LAC mars 2002

¹¹ Revue de presse, articles de la presse lors de la conférence du lancement du Rapport 2001, mars 2002

-les partenaires au développement

-les maires

Ces rapports sont également vendus par le canal des libraires et des représentations des membres du REN-LAC dans les provinces.

7-2 Préparation du rapport 2002

a)Le sondage national

A l'instar du sondage d'opinion réalisé en 2001, le REN-LAC a effectué en 2002 un sondage en deux étapes. La première s'est voulu national. C'est une exploration de l'opinion des burkinabé dans dix secteurs de la vie socio-économique et réalisé dans les deux grandes villes du Burkina à savoir Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

La conception du questionnaire de cette étape de sondage a débuté le 18 juillet 2002. Elle s'est poursuivie par le recrutement et la formation des enquêteurs soit un total de vingt (20) personnes tous de niveau universitaire (licence minimum). Ladite formation a été réalisée du 28 au 31 août 2002. L'opération du sondage s'est effectuée du 03 au 10 septembre 2002. Deux équipes de dix enquêteurs chacune, coordonnées par les permanents du REN-LAC ont été repartis entre Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Au total deux mille (2000) personnes ont pu être sondées. Les dix secteurs concernés sont les suivants :la santé, la police/gendarmerie, la douane, les marchés publics, l'administration publique, la justice, l'enseignement, les médias, les impôts, les mairies.

La seconde étape du sondage 2002 a concerné seulement sept (7) secteurs. Elle consistait en l'exploration de l'opinion des burkinabé sur la perception qu'ils ont de la corruption dans les services considérés comme les plus corrompus dans la santé, les marchés publics, la solde, la police/gendarmerie, la justice, les mairies et le secteur des impôts. La formation sur ce deuxième passage s'est déroulée dans la 2ème quinzaine de septembre et l'enquête du 1^{er} au 09 octobre 2002. Douze enquêteurs ont été commis à cette tâche. A la fin de ces deux opérations des consultants statisticiens ont pu faire le dépouillement et l'analyse statistique des données recueillies. Pour le premier passage le Réseau a pu confectionner un recueil de témoignages de citoyens que les enquêteurs ont enregistrés et qui porte sur les manifestations de la petite corruption au Burkina dans les dix secteurs précités.

Enfin l'opération de sondage a pu être complétée, dans la perspective du rapport 2002 par de **grands entretiens** réalisés dans huit secteurs.

b)Les enquêtes

A l'instar des enquêtes menées en 2001, celles de 2002 ont consisté en de petites enquêtes de vérifications et de grandes enquêtes.

Au sortir de l'Assemblée générale ordinaire de février 2002, le premier acte a été d'échanger avec chaque enquêteur ayant déjà participé aux investigations du Réseau. Une telle démarche vise à

recueillir des avis et suggestions avant de relancer avec plus d'efficacité l'activité d'investigation. De ces échanges les enquêteurs ont renouvelé leur disponibilité pour 2002 et ont fait chacun des propositions financières aussi bien pour les vérifications que pour les grandes enquêtes. Ces entretiens ont concerné un total de treize (13) personnes.

Le travail d'investigation a débuté le 03 mai 2002 avec la formulation de sujets de petites enquêtes de vérification des plaintes enregistrées au Réseau. Les thèmes suivants ont été dégagés.

- 1) La corruption dans les activités de construction et d'attribution des hangars dans la ville de Ouagadougou
- 2) La corruption au sein des huissiers et avocats
- 3) La corruption dans les sociétés de gardiennage
- 4) La corruption au sein de la police judiciaire : commissariat de police et brigade de gendarmerie
- 5) Les banques et l'émission de chèques sans prévisions
- 6) La corruption dans le secteur de la construction des routes et des pistes rurales.
- 7) La corruption dans le secteur de la santé : cas des cliniques privés.

Des enquêteurs ont été désignés pour mener ces investigations, avec des fonds des dossiers enregistrés au Réseau suite aux plaintes de citoyens.

A l'évaluation intermédiaire soit deux mois après, aucun rapport d'enquêteurs n'était disponible. Aux motifs divers évoqués : manque de temps, secteur trop sensible, maladie. Les enquêteurs qui ont souhaité une prolongation de délais n'ont pas non plus réussi à produire des rapports. C'est à la suite de cette expérience que d'autres formes de vérifications ont été initiées en confiant à chaque enquêteur un seul cas à vérifier. Pour un premier passage, huit dossiers ont été engagés. Mais là aussi il n'y a eu que deux rapports de vérification que nous avons enregistrés.

La dernière vérification réussie date du mois de décembre 2002.

Au niveau des grandes enquêtes, le REN-LAC a lancé cette année des investigations dans deux secteurs. Le premier contrat a été conçu pour une investigation dans le secteur de la commercialisation du riz et le second dans le secteur des impôts. Ces enquêtes ont tous été lancées le 20 juillet 2002. Mais seule celle relative aux impôts a été acceptable.

Ainsi la grande investigation cette année a porté seulement sur le secteur des impôts. Il constitue le seul gros plan du rapport 2002 sur l'état de la corruption au Burkina.

c) Rédaction et publication du rapport 2002

La rédaction du rapport sur l'état de la corruption s'est basée sur trois sources :

1. Les résultats des deux sondages (statistiques, faits, analyse)
2. les résultats des enquêtes (grandes enquêtes, vérifications)
3. les entretiens qualitatifs avec des spécialistes et personnes ressources.

Un consultant indépendant avait été commis pour rédiger l'avant projet du rapport, pour les raisons de santé celui-ci n'a pas pu le faire et la tâche de rédaction a été exécutée par les permanents aidée du Secrétaire permanent.

8. Le Prix de la Lutte Anti-Corruption (PLAC) édition 2002

8-1 Le jury du PLAC

Conformément au règlement intérieur du PLAC qui l'autorise le jury de l'édition 2001 a été reconduit. Les membres dudit jury sont :

- Professeur Jean-Pierre Guingané (président)
- Professeur Serges Théophile Balima (membre)
- M. Nikiéma Dominique (rapporteur)
- Mme Zata Nana (membre)
- Me Prosper Farama, (membre)

8.2 De la collecte des articles

Le REN-LAC a collecté tous les articles portant sur les faits de corruption parus dans la presse au cours de l'année 2002. Ces articles sont soumis à un jury.

Le jury avait à examiner trente huit (38) productions étalées sur toute l'année 2002 et réparties, comme suit, sur neuf supports nationaux de publication:

1• L'Indépendant:	13 articles
2• L'Événement:	8 articles
3• Le pays:	5 articles
4• Le Journal du Jeudi (JJ):	4 articles
5• Bendré:	3 articles
6• L'Observateur Paalga:	2 articles
7• Labor Tribune:	1 article
8• Le Marabout:	1 article
9• San Finna:	1 article

9. Formation des membres

9.1 Atelier de formation des membres ¹²

Du 3 au 5 juin 2002, le Réseau National de Lutte Anti-Corruption a organisé à Ouagadougou (dans les locaux de l'ABCERQ) un séminaire-atelier à l'intention de ses membres. C'est la toute première formation au profit des membres du REN-LAC et elle obéit au souci de les doter de connaissances utiles à une gestion qualitative.

¹² Rapport, **LEGISLATION ANTI-CORRUPTION ET METHODOLOGIE DE RESOLUTION DES PROBLEMES**, Juin 2002

Pendant trois jours l'accent a surtout été mis sur la méthodologie de résolution des problèmes à travers notamment le cycle PDCA (Plan Do Check Act). La formation a été assurée par le secrétaire Permanent de l'ABCERQ, M. Justin Bayili.

les participants ont souhaité pour l'avenir que l'accent soit mis entre autres :

- sur les méthodes de lutte anti-corruption
- les manifestations de la corruption : cas concrets, statistiques
- la documentation avant et après les formations.

9.2 Séminaire spécialisé LASDEL-REN-LAC (journées de réflexions)

Le REN-LAC a sollicité et obtenu cette année 2002 un partenariat avec un laboratoire de recherche en matière de corruption, Le laboratoire d'Études et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL) basée à Niamey au Niger . Sous formes de journées de réflexion, trois ateliers thématiques ont été tenus avec trois groupes différents .

⇨ Journée 1 (25 juin) : échanges d'expériences avec le LASDEL et le REN-LAC

La première journée a consisté en un échange d'expériences entre le REN-LAC et Le LASDEL autour des méthodologies de recherches en matière de corruption . Il y a eu successivement un exposé du REN-LAC sur la méthodologie de recherche en matière de corruption, fait par le Secrétaire Permanent, Dieudonné Yaméogo, et un exposé du LASDEL sur la méthodologie de recherches en matière de corruption donné par Mahaman Tidjani Alou, politologue, directeur scientifique du LASDEL et Monsieur Jean Pierre Olivier de SARDAN, socio-anthropologue, membre du LASDEL. Des échanges de vues ont suivi ces deux exposés. Le public concerné était composé exclusivement des membres du REN-LAC.

⇨ Journée 2 (26 juin) : la corruption dans le trafic routier, quels moyens de lutte ? ¹³

Le LASDEL a effectué des recherches sur la petite corruption dans trois pays (Niger, Bénin, Sénégal). Parmi les secteurs concernés par cette recherche figure le secteur des transports et des douanes.

Au cours de cette journée le LASDEL a partagé son expérience de terrain avec les acteurs Burkinabè intervenant dans le trafic routier notamment les policiers, douaniers, gendarmes, transporteurs, contrôleurs des services techniques, fonctionnaire de l'administration des transports...

¹³ Rapport REN-LAC/LASDEL, la corruption dans le trafic routier, quels moyens de lutte ?

L'exposé du LASDEL sur le thème a été fait par M. Mahaman Tidjani Alou, politologue, directeur scientifique du LASDEL et Monsieur Jean Pierre Olivier de SARDAN, socio-anthropologue, membre du LASDEL. Des travaux en groupes ont été réalisés.

☞ **Journée 3 (27 juin)** : la corruption dans le milieu judiciaire, quelle solutions ¹⁴ ?

Le thème sur la corruption en milieu judiciaire ayant fait l'objet de recherches, notamment à travers des enquêtes de terrain au Niger, au Bénin et au Sénégal effectué par le LASDEL, la communication a consisté à partager avec les participants les constats faits sur le terrain.

Lors de la journée le LASDEL a partagé son expérience de terrain avec les acteurs Burkinabè intervenant notamment les officiers de police judiciaires, les magistrats, les avocats et les gendarmes. Des travaux en groupes ont été réalisés.

10. Rencontres internationales

☞ 10.1 Atelier à Accra de Transparency International(TI)¹⁵

Sur invitation de TI le REN-LAC a pris part à un atelier régional sur la lutte contre la corruption en Afrique. Pierre DABIRE et Rigobert SANON ont représenté le REN-LAC à cette rencontre qui s'est déroulé en mars 2002.

☞ 10.2 Conférence internationale à Kinshasa¹⁶

Sous la direction de GTZ-Kinshasa la société civile Burkinabè a invité le REN-LAC a venir partager son expérience avec elle. Pierre DABIRE a pris part, au titre du REN-LAC , à cette première conférence internationale tenue en juin 2002 à Kinshasa en RDC.

11. Réunion des instances

☞ 11.1 Réunion du secrétariat permanent.

Les 7 membres du secrétariat permanent se réunissent au moins deux fois par mois en séances ordinaires pour suivre l'exécution du programme 2002.

Au total dix sept (17)réunions ont été tenue.

¹⁴ Rapport REN-LAC/LASDEL, la corruption dans le milieu judiciaire, quelle solutions ?

¹⁵ Rapport de mission Accra

¹⁶ rapport de mission Kinshasa

⇨ 11.2 Assemblée générale 2001¹⁷

L'Assemblée générale de l'année 2001 s'est tenu le 15 février 2002 à l'ABMAQ.

Environ 24 des 30 membres ont pris part à cette AG. Trois points étaient inscrits à l'ordre du jour de cet AG. Ce sont:

- L'examen et adoption du rapport d'activités et financier
- Examen et adoption du projet de rapport 2001 sur l'état de la corruption
- Examen de demande d'adhésion (cf. PV).

⇨ 11.3 Les réunions des commissions

Encore cette année 2002, les commissions n'ont pas fonctionné de façon satisfaisante à cause de l'absence des représentants des associations membres.

12. Elaboration du plan stratégique 2003-2007¹⁸

Depuis sa création le 20 décembre 1997 le REN-LAC fonctionne avec certaines faiblesses dans l'organisation et le système de planification et d'évaluation de ses activités ; ce qui n'est pas sans conséquence pour le développement organisationnel et institutionnel de la structure.

Le niveau de développement organisationnel d'une structure se mesure à plusieurs niveaux :

- ⇒ Sa capacité d'être : structuration, gouvernance, vision stratégique ;
- ⇒ Sa capacité d'organiser : ressources, procédures ;
- ⇒ Sa capacité de lier : établissement de partenariat, négociation, résistance aux pressions ;
- ⇒ Sa capacité de faire : performance et efficacité ;

C'est pour renforcer les bases de son développement organisationnel que le Réseau s'est engagé dans un processus de planification stratégique avec l'appui de ses partenaires et notamment DIAKONIA.

Deux phases ont marqué le processus d'élaboration du plan stratégique.

Phase 1 : la revue des activités et l'analyse de la situation actuelle du RENLAC;

Phase 2 : l'élaboration du plan stratégique 2003-2007.

Le cabinet Accès International a été retenu après consultation restreinte pour accompagner le REN-LAC dans ce processus.

La réalisation de ces deux phases a consisté en l'organisation d'ateliers

- Au total sept ateliers ont été tenus durant la période du 25 mars au 15 novembre 2002.

¹⁷ Procès verbal de l'Assemblée Générale 2001, mai 2002

¹⁸ Rapport ; Plan stratégique du REN-LAC 2003-2007, novembre 2002

Les ateliers se sont déroulés selon le calendrier suivant :

Thèmes	Dates	Nombre de participants	Lieu
Atelier - 1 Initiation aux outils et techniques d'auto-diagnostic	25 au 29 mars	11	ABMAQ
Atelier - 2 Auto-évaluation	08 au 10 avril	09	ABMAQ
Atelier - 3 Restitution	25 et 26 avril	17	ABMAQ
Atelier - 4 Initiation aux outils et techniques de planification	06 – 7 juin	08	ABMAQ
Atelier - 5 Planification	09 au 10 juin	07	ABMAQ
Atelier - 6 Validation	05 au 06 juillet	18	ABMAQ
Atelier - 7 Table-ronde	15 novembre	14	ABMAQ
Total	7 ateliers	84	-

13. Partenariats nationaux

Au cours de 2002, le REN-LAC a été sollicité par les acteurs gouvernementaux et ONG pour apporter sa contribution à la réflexion sur la lutte contre la corruption. Ainsi le REN-LAC a entre autres pris part aux activités suivantes :

- ⇒ Cadre stratégique lutte contre la pauvreté (CSLP)
 - .Restitution d'une étude sur la participation de la société civile menée par la coopération Suisse .
 - .Assises nationales sur le CSLP, 1^{er} au 02 juillet.
- ⇒ Renforcement des capacités de la société civile
 - .Séminaire-1 à Bobo en septembre 2002.
 - .Séminaire-2 à Bobo en décembre 2002.
- ⇒ Session ordinaire du Comité National d'Ethique du 11 au 28/11/2002 .
 - .Atelier sur l'éthique et la santé
 - .Atelier sur l'éthique et presse
 - .Atelier sur l'éthique et justice
 - .Intervention du secrétaire permanent sur « Ethique et corruption » le 19/11/2002 à l'UEMOA.
- ⇒ Présentation du REN-LAC à la Haute autorité de coordination de lutte contre la corruption, par le Secrétaire permanent.

14. Les partenaires d'appui

Pour le programme 2002 du REN-LAC, cinq (5) partenaires ont apporté leur contribution à la réalisation dudit programme. Il s'agit :

1. DIAKONIA (Suède)
2. l'Ambassade des PAYS-BAS
3. l'Ambassade de DANEMARK
4. l'Ambassade des USA (CCA)
5. La Coopération suisse
6. l'Ambassade de Canada
7. Unais

15. Fonctionnement de la coordination

L'équipe des permanents

L'équipe de la coordination s'est renforcée en début 2002 par le recrutement d'un coursier/reprographe qui est venu trouver trois permanents (un coordonnateur, un enquêteur et une assistante-secrétaire). Cette année encore le trésorier principal a assuré à mi-temps les fonctions de comptable.